

D 614 COLOMBIE: LES OTAGES DE BOGOTA

Depuis le 27 février 1980, un commando du mouvement de guérilla M-19 retient en otages à l'ambassade dominicaine de Bogotá plusieurs dizaines de personnes, dont une douzaine d'ambassadeurs de divers pays. L'opération a pour but d'obtenir la libération totale ou partielle des 219 prisonniers politiques accusés d'appartenir au M-19 et dont le procès devant les tribunaux militaires est commencé depuis le 20 novembre 1979.

La militarisation de la justice pour les prisonniers politiques (paradoxalement qualifiés de délinquants de droit commun), l'apparition de la torture et l'intensification de la répression, caractérisent le climat politique de la Colombie depuis plus de deux ans. La mission d'Amnesty International, menée en février dans ce pays, vient de remettre ses conclusions au gouvernement colombien le 1er avril 1980: la torture est pratiquée systématiquement sur la personne des prisonniers politiques dans trente-trois centres recensés par Amnesty.

C'est dans ce contexte qu'il faut lire la déclaration ci-dessous émise par le groupe colombien "Prêtres pour l'Amérique latine" sur la question des otages. Ce groupe s'est souvent signalé par sa réflexion chrétienne sur les problèmes du pays (cf. DIAL D 351-354 et 401).

Note DIAL

DECLARATION DU GROUPE "SAL" SUR L'OCCUPATION
DE L'AMBASSADE DOMINICAINE

L'occupation de l'ambassade dominicaine à Bogotá par un commando du groupe M-19, le 27 février, est l'événement politique le plus discuté de l'heure. De nombreuses personnes et organisations ont exprimé leur position à ce propos.

En tant que Prêtres pour l'Amérique latine (Sacerdotes para América Latina - SAL), groupe de Bogotá, nous tenons à faire connaître les réflexions que nous inspire la foi à tous ceux qui veulent que la justice la paix et la fraternité deviennent réalité.

1- La violence institutionnelle

En premier lieu nous sommes convaincus que l'occupation de l'ambassade n'est pas un fait isolé, produit de "la méchanceté de quelques terroristes". C'est un épisode logique dans la dialectique de la violence que le capitalisme dépendant a instauré en Colombie. C'est pourquoi nous rejetons la violence institutionnelle qui a conduit au renforcement des

privilèges de la minorité et qui a amené d'autres groupes à des issues - explicables - comme l'occupation de l'ambassade.

Le maintien des rapports actuels de production existant en Colombie est la base de la violence institutionnelle, laquelle est utilisée comme le moyen facile d'un enrichissement illicite et exagéré dont profitent les maîtres des monopoles et les détenteurs des grandes entreprises. La croissance économique accélérée de la Colombie (8 et 7% ces dernières années), en bénéficiant exclusivement aux secteurs minoritaires, apporte la froide réalité de la pauvreté et de la misère dans des millions de foyers colombiens.

Nous comprenons l'angoisse des otages et de leurs familles, mais nous ressentons davantage encore les angoisses des prisonniers politiques et de leurs parents. Alors que les premiers, dans leur captivité, ont tout le nécessaire pour vivre, les seconds sont présentés comme de vulgaires délinquants et leurs familles sont aux prises avec l'abandon et la misère. Nous regrettons que ceux qui se scandalisent aujourd'hui de la douleur des otages et de leurs proches, restent insensibles devant plus de 190.000 enfants qui meurent chaque année de dénutrition, devant les 40% de la population qui meurent prématurément sans avoir jamais vu un médecin de leur vie, ou devant l'existence de trois millions d'analphabètes au sens absolu ou fonctionnel. Quelle est leur attitude devant les 30% de colombiens qui vivent en bidonvilles inhumains, devant le million de chômeurs ou devant le fait que la grande majorité des travailleurs ne gagnent même pas de quoi s'alimenter convenablement et encore moins pour l'éducation, les médicaments et le repos?

2- De la violence économique à la violence politique

Si l'aspect économique est caractérisé par la violence, l'aspect politique l'est davantage encore. Les petites minorités qui jouissent du pouvoir pour défendre leur soif d'enrichissement ont dû mettre sur pied un énorme système de contrôle urbain, qui limite les libertés et réprime les manifestations les plus insignifiantes des exigences populaires. L'état de siège, quasi permanent au cours des trente dernières années, a été institutionnalisé par le biais du funeste statut de sécurité (1) qui est entré en vigueur dès le début du gouvernement de Turbay.

Le résultat de la politique d'un régime contrôlé par les Forces armées a été la douleur et le désespoir des 68.000 détenus dont se prévalait le ministre Escobar Sierra en juin 1979; l'affliction de nombreuses familles qui ont vu perquisitionner leurs foyers et disparaître leurs êtres chers; les tortures et les assassinats.

La réforme du système judiciaire approuvée par le législatif a pour objectif essentiel de donner une apparence légale et démocratique à un système militaire aussi inhumain et violent.

3- Nouvelles mesures répressives

Ce que nous avons dit de l'aspect économique et politique n'est pas tout. Le statut de l'enseignement, la réforme de l'université, le contrôle des moyens de communication, la répression contre les syndicats et contre toutes les manifestations du mécontentement populaire complètent et aggravent la situation d'injustice qui existe dans le pays.

(1) cf. DIAL D 519 (NdT).

4- Une morale à double visage

L'occupation de l'ambassade se produit dans ce contexte social et au moment où les Forces armées ouvrent les tribunaux militaires (2) pour juger plus de deux cents prisonniers politiques; c'est pourquoi sa signification est éminemment politique. C'est la réponse d'un secteur social qui ne se résigne pas à supporter l'exploitation et la domination que le système a imposés. Si des manifestations massives de soutien ne se produisent pas c'est parce que le peuple est intimidé et parce que le degré d'organisation populaire est encore faible. Mais dans les rues, dans les usines, dans les collèges, dans les réunions d'amis, à mi-voix et dans la méfiance, des sympathies se font jour pour le groupe qui a occupé l'ambassade car on y voit des hommes et des femmes capables de démentir le président et ses ministres de la justice et de la défense.

Comme l'ont fait les avocats défenseurs des prisonniers accusés d'appartenir au M-19, nous aussi nous dénonçons la morale à double visage et le cynisme du gouvernement qui viole quotidiennement les droits des citoyens reconnus par la Constitution en même temps qu'il proclame la défense des institutions. Ancré dans cette morale à double visage, le gouvernement qualifie d'assassins et de délinquants de droit commun les présumés membres du M-19 qui comparaissent devant les tribunaux militaires, alors que le procès devrait relever du pouvoir judiciaire. Ainsi, en même temps qu'il fait profession solennelle d'indépendance absolue des pouvoirs les uns par rapport aux autres, il les assimile tous dans la pratique à l'exécutif et à la position intransigeante du ministre de la défense.

Il n'est pas vrai que le peuple soutienne le gouvernement de Turbay. Il faut une haute dose d'hypocrisie pour affirmer une telle chose quand, voici quelques jours, 80% de la population s'abstient de voter. Par ce geste le peuple a exprimé clairement et de façon cinglante son rejet du gouvernement actuel.

5- Solidarité

On ne peut cependant méconnaître que le gouvernement a reçu de nombreux messages d'adhésion et de soutien, mais parmi ceux-ci aucun n'est issu du peuple. Il s'agit du point de vue de banquiers, d'industriels, de gros commerçants, de gouvernements amis et d'autres, personnes ou entités qui voient leurs capitaux menacés et qui défendent le régime pour conserver leurs intérêts.

6- Une position chrétienne

Notre position comme hommes, comme chrétiens et comme prêtres, ne peut que s'inspirer de Jésus-Christ qui est venu apporter la Bonne Nouvelle aux pauvres et libérer les opprimés.

Nous savons que le royaume de Dieu est un don gratuit du Seigneur, mais nous savons aussi qu'il se fait présent dans les réalisations historiques concrètes, lesquelles se manifestent dans la libération socio-politique de nos peuples. Nous découvrons la présence de l'Esprit uniquement dans une organisation sociale où nous puissions vivre comme des frères, fils

(2) Littéralement "conseils de guerre formels" (NdT).

d'un même Père, et où, dans la pratique, soient reconnus les droits fondamentaux de la personne humaine. Nous proclamons que les pauvres, les opprimés et les exploités sont, dans leur combat, les principaux bâtisseurs de cette nouvelle société. Le Christ ressuscité est le garant de notre espérance.

C'est pourquoi, au nom de l'évangile:

- nous rejetons l'actuelle société capitaliste qui produit "des riches toujours plus riches au prix de pauvres toujours plus pauvres" (Puebla, 30);
- nous croyons que la solution juste doit, par-dessus tout juridisme, sauvegarder la vie de tous ceux qui se trouvent dans l'ambassade. La vie est le premier droit inviolable et sacré auquel personne, et encore moins un Etat, ne peut porter atteinte;
- nous demandons l'abrogation du statut de sécurité et la restauration des droits essentiels d'association, d'information et de grève;
- nous sommes convaincus que, seul, un changement structurel d'ordre économique et politique rendra possible une société sans violence, édifée sur la base de la participation de tous aux biens sociaux de la richesse et de la culture;
- nous nous unissons à tous les frères qui prient et oeuvrent pour une solution juste et non sanglante dans le cas de l'ambassade dominicaine.

Groupe "Sal" de Bogotá
le 27 mars 1980

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale
(par avion, tarif sur demande selon pays)
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441